

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

Référence du marché :
2022BGFOU0601

***Fourniture et livraison d'un microtracteur
avec reprise de l'ancien matériel***

Date et heure limites de réception des offres :

1^{er} juillet 2022 à 12h00

Ville d'INGWILLER
85 Rue du Général Goureau
67340 INGWILLER
03.88.89.47.20
contact@mairie-ingwiller.eu

SOMMAIRE

1	- Objet du contrat	3
2	- Pièces contractuelles.....	3
3	- Délais de livraison	3
4	- Prix	3
4.1	- Caractéristiques des prix pratiqués	3
4.2	- Détermination des prix de règlement	3
5	- Garanties Financières	3
6	- Avance.....	4
7	- Modalités de règlement des comptes.....	4
7.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs	4
7.2	- Présentation des demandes de paiement	4
7.3	- Délai global de paiement.....	5
8	- Conditions d'exécution des prestations	6
9	- Constatation de l'exécution des prestations	6
9.1	- Vérifications.....	6
9.2	- Décision après vérification.....	7
10	- Garantie des prestations	7
11	- Pénalités de retard	7
12	- Résiliation du contrat	7
12.1	- Conditions de résiliation du marché	7
12.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	7
13	- Règlement des litiges et langues.....	8
14	- Dérogations.....	8

1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'acquisition d'un microtracteur pour le service « espaces verts » de la ville d'Ingwiller avec reprise de l'ancien, à savoir un microtracteur KUBOTA B2230 de 2008 avec 2250 heures.

Lieu(x) de livraison :

Ateliers Municipaux d'Ingwiller
Route de Haguenau
67340 Ingwiller

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3 - Délais de livraison

Le délai de livraison des prestations est fixé par l'entreprise dans l'acte d'engagement et le devis ; Le délai de livraison est exprimé en jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

La prestation est régie par un prix forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Détermination des prix de règlement

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

L'article L. 2192-1 du code de la commande publique dispose que « les titulaires de marchés (y compris cotraitant d'un groupement conjoint) conclus avec [les pouvoirs adjudicateurs], ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique ».

A cette fin, une solution mutualisée mise à disposition par l'Etat et dénommée « portail public de facturation », permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique sur le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>.

Pour créer un compte sur le portail CHORUS-PRO, l'utilisateur a besoin des informations suivantes :

- Son numéro de SIRET
- L'adresse email (courriel) qui vous servira à la connexion - L'adresse postale de votre entreprise.

Pour déposer une facture sur le portail CHORUS-PRO, l'utilisateur aura besoin pour les marchés conclus avec la Ville d'Ingwiller des informations suivantes :

- Le numéro SIRET de la Ville en tant que destinataire de la facture : **21670222500014**, - Le numéro d'engagement qui vous sera transmis par la Ville.

Nota important 1 : Désormais il est indispensable que chaque opérateur économique ait créé son propre compte sur le portail CHORUS-PRO.

Nota important 2 : En aucun cas, un opérateur économique (MOE ...) ne pourra se substituer à un autre opérateur économique (fournisseur)

Vos factures dématérialisées indiquent le nom de l'organisme suivant :
Ville d'Ingwiller - Comptabilité

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le numéro d'engagement transmis par le service gestionnaire du marché,
- La date d'exécution des travaux,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités de règlement,

- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- Les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués de préférence sur le portail de facturation Chorus Pro.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'outil assure la traçabilité de la demande, sa validation par le titulaire pour prise en compte dans le processus de facturation.

Le règlement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Pour aller plus loin sur CHORUS-PRO :



POUR ALLER PLUS LOIN...

Retrouvez l'ensemble des informations utiles à l'utilisation de Chorus Pro:

Sur le portail de la solution en chattant avec « Claudia » l'avatar.

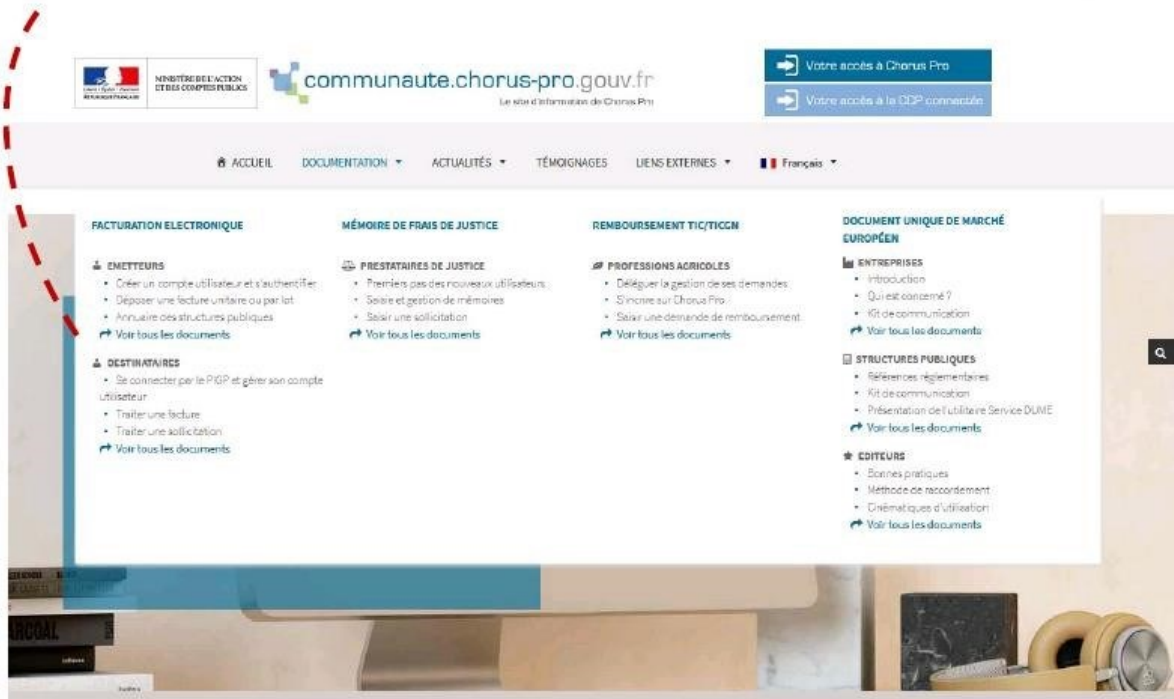


Sur le site de la communauté Chorus Pro en consultant les guides utilisateurs détaillés ou en échangeant sur les forums.

Pour toute question propre à votre structure, veuillez saisir une sollicitation sur votre espace Chorus Pro.

Des guides utilisateurs sont disponibles sur la [Communauté Chorus Pro](#) pour mieux appréhender l'utilisation du portail Chorus Pro.

- Dans la section « **Emetteurs** », sélectionnez « **Voir tous les documents** »



8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Ateliers Municipaux
Rte de Haguenau
67340 Ingwiller

Le transport du véhicule jusqu'au lieu de livraison est sous la responsabilité du titulaire jusqu'à la décision de réception du pouvoir adjudicateur.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

10 - Garantie des prestations

Le titulaire du marché s'engage à garantir les véhicules pendant 2 ans à compter de la réception.

11 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50 € par jour calendaire de retard.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - FCS.
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - FCS